



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 18 avril 2013
Numéro 320

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Assad met en garde contre une tentative d'invasion: la victoire ou c'est la fin de la Syrie

An Nahar (proche du 14-Mars)

Rotation des portefeuilles et pas de noms qui provoquent. Le 8-Mars lie la formation du cabinet à la séance du 15 mai (au Parlement)

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Assad: l'incendie ne s'arrêtera pas à nos frontières

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Deux mois décisifs dans la région

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Assad : L'Occident paiera cher son soutien à Al-Qaïda

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Des soldats américains en Jordanie en prévision «du chimique»

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

Salam: du cabinet du fait accompli aux réalités du terrain

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Lavrov met en garde contre une intervention militaire... et Assad critique la Jordanie

L'événement

Bachar al-Assad dénonce le soutien de l'Occident à Al-Qaïda

Selon l'appréciation de médias libanais et occidentaux, c'est un Bachar al-Assad confiant, déterminé et combatif qui est apparu mercredi soir lors d'une interview accordée à la chaîne syrienne al-Ikhbariya, à l'occasion de la journée commémorant le départ du dernier soldat français après l'indépendance du pays. Le président syrien s'est longuement étendu sur le danger que représente Al-Qaïda pour son pays, la région et le monde. Il a fustigé les Occidentaux, estimant qu'ils jouaient avec le feu en finançant cette organisation terroriste et qu'ils le paieraient très cher car elle se retournerait un jour contre eux. «L'Occident a déjà payé très cher le fait d'avoir financé à ses débuts Al-Qaïda. Aujourd'hui, il fait la même chose en Syrie, en Libye et dans d'autres endroits, et il paiera cher au cœur de l'Europe et des États-Unis», a averti M. Assad.

Les mises en garde du président syrien interviennent 48 heures après l'attentat terroriste de Boston, aux États-Unis et quelques jours après que le Front al-Nosra, composé d'extrémistes syriens et étrangers, ait prêté allégeance au chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri. Ce dernier avait appelé auparavant les rebelles à faire de la restauration du califat en Syrie, et non pas l'instauration de la démocratie, leur principal objectif.

«Nous n'avons pas d'autres options que la victoire, car si nous ne sommes pas victorieux, ce sera la fin de la Syrie et je ne pense pas qu'un seul citoyen syrien accepterait cette option», a déclaré M. Assad. «La vérité, c'est qu'il y a une guerre, et je le répète sans cesse, non à la reddition et non à la soumission», a-t-il martelé. Le président syrien a aussi prévenu que la guerre en Syrie pourrait gagner la Jordanie voisine, qu'il accuse d'entraîner les combattants rebelles et de faciliter leur entrée en Syrie. «L'incendie ne s'arrêtera pas à nos frontières, tout le monde sait que la Jordanie est aussi exposée à la crise que la Syrie», a-t-il ainsi dit. Il a dénoncé le fait que le royaume hachémite laisse passer «autant d'extrémistes pour aller combattre l'armée syrienne, alors qu'il a de tout temps arrêté les résistants qui projetaient de lutter contre Israël.»

Les propos du président Assad coïncident avec l'annonce par les États-Unis du renforcement de leur dispositif militaire en Jordanie, où ils vont déployer 200 militaires supplémentaires.

Amman a réagi en affirmant son opposition à toute intervention militaire en Syrie. «Notre position concernant la situation en Syrie n'a pas changé. Nous sommes toujours contre toute intervention militaire en Syrie. Nous demandons instamment une solution politique pour mettre fin à l'effusion de sang en Syrie», a indiqué le ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement Mohamed Momani à l'AFP.

Dans son interview, le président Assad a rappelé que seul le peuple syrien a le droit de décider de son départ ou de son maintien au pouvoir. «Le poste de président est un instrument et ne constitue pas pour moi un but en soi. La présidence n'est pas un problème, ce que le peuple décide adviendra», a-t-il affirmé. Selon les analystes, ces propos montrent la détermination d'Assad à rester au pouvoir jusqu'au terme de son mandat, en 2014.

L'opposition syrienne a réagi aux déclarations du président Assad en affirmant qu'il était «coupé de la réalité».

Al Akhbar

Nasser Charara, journaliste libanais proche du 8-Mars

Les Iraniens sont avares de commentaires quand il s'agit de s'exprimer sur le nouveau rôle saoudien au Liban, qui s'est illustré dans la candidature de Tammam Salam au poste de Premier ministre. Mais ces derniers jours, des informations ont filtré: «L'Iran n'est pas opposé» aux efforts saoudiens, dit-on dans les coulisses iraniennes.

L'Arabie saoudite, de son côté, souhaite hériter du rôle de la Syrie au Liban, et le premier pas sur cette voie a été d'abandonner sa position de «partie prenante» dans les conflits internes du pays pour celle d'«arbitre». C'est ce qui explique l'ouverture de l'ambassadeur saoudien, Ali Awad al-Assiri, en direction des composantes du 8-mars, à travers un entretien téléphonique accordée à la chaîne de télévision al-Manar, et sa rencontre avec le ministre «très aouniste» Gebran Bassil.

La préparation de l'Arabie saoudite pour ce nouveau rôle a commencé depuis des mois, en rétablissant le contact avec le président de la Chambre, Nabih Berry, puis en envoyant des signaux sur la volonté du royaume d'ouvrir un dialogue avec le Hezbollah. La réponse du parti avait été: «Le moment d'entreprendre une telle démarche murira.»

L'Arabie saoudite pense qu'elle peut discuter avec le Hezbollah de la situation interne au Liban au lieu de dialoguer avec l'Iran, car cela lui évitera d'évoquer avec Téhéran des dossiers régionaux dont le moment n'est pas encore venu. Washington encourage une coopération saoudo-iranienne ponctuelle au Liban pour lui permettre de surmonter la période syrienne «chaude» sans trop de dégâts. Dans le même temps, les Etats-Unis souhaitent la mise en place d'un gouvernement au sein duquel le poids politique du Hezbollah serait moins «dense» que dans le gouvernement Mikati.

Selon certaines informations, les démarches saoudiennes au Liban évoluent sous un double plafond: celui de roi Abdallah, à travers son fils Abdel Aziz Ben Abdallah, et celui du chef des services de renseignements saoudiens, le prince Bandar Ben Sultan, dont est proche l'ancien Premier ministre Saad Hariri. Des informations émanant de l'ambassadeur Assiri assurent cependant que tout le dossier libanais est entre les mains du souverain et de son fils.

L'analyse de l'action saoudienne au Liban permet de dégager les observations suivantes:

- Ces deux dernières semaines, la forte intervention de Bandar était visible dans l'attitude du Premier ministre désigné, Tammam Salam, qui voulait former un cabinet de technocrates restreint dont les ministres seraient nommés sans concertation avec les composantes politiques du gouvernement.

- Avec l'échec de cette tentative, c'est le volet Abdel Aziz-Assiri qui est entré en lice. Il s'est caractérisé par une volonté d'écouter les points de vue des principales forces du 8-Mars, notamment le Hezbollah et le général Michel Aoun.

- Ces dernières 72 heures, les contours d'un scénario ont commencé à apparaître. Il consiste en un compromis entre les visions des deux camps: un gouvernement politique dont les ministres ne seraient pas candidats aux élections législatives.

Elnashra.com (Site libanais indépendant)

Le secrétaire général de l'Organisation populaire nassérienne, l'ancien député Oussama Saad, a dénoncé certaines parties «qui veulent faire reculer les aiguilles de la montre en exacerbant les tensions sectaires et en commettant des actes de provocation qui menacent d'une discorde et de plonger le Liban dans la guerre civile».

Lors d'une conférence de presse tenue hier, M. Saad a fait assumer «aux deux députés de Saïda (Bahia Hariri et Fouad Siniora) la responsabilité de tout incident qui pourrait résulter du sit-in» qui sera organisé par cheikh Ahmad Al-Assir devant des appartements habités par des familles chiites à Abra, à l'Est de Saïda.

ILS ONT DIT...

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (14-Mars)

“**Pour nous, l'équation armée-peuple-**

résistance n'existe plus. La seule équation valable est peuple-État-armée. Qu'est donc devenue la résistance actuellement? La résistance consiste-t-elle à se battre à Damas, à Homs et à Alep? Est-ce de cette façon que la résistance est menée? Nous ne sommes pas disposés à assurer une couverture à la présence militaire du Hezbollah en Syrie. La participation du Hezbollah dans les combats en Syrie est inacceptable et elle constitue un danger pour les chiites au Liban. Le Hezbollah entraîne le Liban et les Libanais dans les méandres de la crise syrienne (...) Les chrétiens de Syrie ne doivent pas rester passifs. En collaboration avec les autres Syriens libres et avec les modérés, ils doivent contribuer à développer leur pays.

Talal Arslan, député druze d'Aley (8-Mars)

“**Ceux qui pensent pouvoir**

former un gouvernement dont le principal slogan ne serait pas l'union entre le peuple, l'armée et la résistance se trompent énormément.

Boutros Harb, député de Batroun (14-Mars)

“**La formation d'un**

gouvernement revient uniquement au président de la République et au Premier ministre. Ces deux présidents assument également la responsabilité de la forme de ce nouveau cabinet. Le déploiement des armes illégales met en cause le processus de la formation du gouvernement.

As Safir

Imad marmal, journaliste libanais proche du 8-Mars

Une cellule d'Al-Qaïda démantelée aux EAU

Les Emirats arabes unis ont annoncé jeudi avoir démantelé une cellule d'Al-Qaïda formée de sept ressortissants arabes qui planifiaient des attentats dans ce riche Etat pétrolier du Golfe. «Les services de sécurité ont arrêté les membres d'une cellule terroriste relevant d'Al-Qaïda qui planifiaient des actes portant atteinte à la sécurité du pays et de ses habitants, Emiratis et étrangers», a annoncé l'agence officielle WAM.

Les familles des otages en Syrie manifestent

Les familles des otages libanais en Syrie ont organisé jeudi un sit-in devant les locaux de la Turkish Airlines dans le centre-ville de Beyrouth pour demander la libération de leurs proches. Les manifestants ont appelé les Libanais à boycotter les produits turcs et se sont engagés à manifester à nouveau devant l'ambassade turque. Les familles des pèlerins ont décidé de recourir à l'escalade après l'échec de toutes les démarches pour la libération de leur proches. Mercredi, ils avaient organisé un sit-in devant l'ambassade de Turquie, à Rabié. Onze Libanais qui revenaient d'un pèlerinage dans les lieux saints chiites en Irak avaient été enlevés dans la région d'Alep, en Syrie. Deux d'entre eux avaient été libérés.

L'ambassadeur d'Arabie saoudite, Ali Awad al-Assir, assure à As Safir que le royaume «n'a rompu ses relations avec aucune partie libanaise» et que le «cœur de l'Arabie est ouvert à tous». Au sujet de la réunion qui l'a groupé au ministre Gébran Bassil, M. Assiri parle d'une «ambiance positive». «Le général Michel Aoun est le bienvenu, comme toute autre personnalité libanaise, indépendamment de son appartenance politique», dit-il avant d'ajouter: «Les relations avec le général Aoun ont été rompues un certain temps. Sans doute parce que lorsque les frères au Courant patriotique libre sont fâchés de certaines parties libanaises, leur 'bouderie' se répercute sur nous. Mais maintenant, le contact a été rétabli».

Le diplomate assure que le contact avec le Hezbollah se poursuit sous diverses formes, estimant que «les divergences de points de vue avec le parti sur certaines questions sont une chose normale et saine qui doit être investi dans l'intérêt du Liban.» «Les points de convergences entre nous sont plus nombreux que les divergences», dit-il avant d'ajouter: «Le dialogue sincère et sérieux avec le Hezbollah est à même de régler tous les différends, ou du moins de les placer dans leur vrai contexte. Nous avons des contacts amicaux. J'ai déjà rendu visite à cheikh Naim Kassem et nous recevons de temps à autre le député Mohammad Raad. Nous maintenons un contact téléphonique et ils (les responsables du Hezbollah) partagent nos célébrations. Il n'y a pas de rupture avec le Hezbollah. Nous portons et nos cœurs sont ouverts au parti, il est le bienvenu».

Interrogé sur la position de l'Arabie saoudite au sujet des armes de la Résistance, Assiri se contente de répondre: «Il s'agit d'une question interne libanaise».

Al Joumhouria

Un éminent prélat a exprimé la stupéfaction des évêques maronites au sujet du timing de la campagne lancée par le Courant du futur contre le patriarche Béchara Raï. En effet, la déclaration du député Farid Makari, selon laquelle le chef de l'Eglise maronite est devenu un ambassadeur itinérant défendant le régime syrien, est intervenue mercredi lors d'une interview sur la chaîne du Moustaqbal, au moment même où Saad Hariri rendait visite au patriarche à son hôtel en France. Lors de cette rencontre, l'ancien Premier ministre n'a pas tari d'éloge à l'encontre du primat qu'il a couvert des mots les plus flatteurs.

Les milieux du patriarcat maronite sont convaincus que les propos de Makari ne sont pas le fruit d'une initiative personnelle mais d'une répartition des rôles au sein du Courant du futur, sinon, le parti de Hariri aurait publié un communiqué pour se désolidariser des positions de Makari.

Et les milieux de Bkerké de poursuivre: «Qui parmi les députés du Courant du futur était-il contre la Syrie pour se permettre de donner des leçons au Patriarche? Si Mgr Raï met en garde contre les répercussions du printemps arabe sur les chrétiens de la région, c'est parce qu'il porte en lui les soucis et les préoccupations des chrétiens d'Antioche et de tout l'Orient. Aussi, est-il inadéquat de dire qu'il a été élu pour représenter seulement les chrétiens du Liban. En revanche, certains collègues de Makari, qui ont été élus en tant que représentants de Zahlé, Akkar et d'autres cazas, se trouvent en permanence à la frontière libano-syrienne, voire au-delà, et sont impliqués jusqu'au cou dans les événements en Syrie, alors que leur devoir est tout autre.»

L'évêque souligne que «dans la forme, l'attaque du Courant du futur contre le patriarche est justifiée par ses propos sur le printemps arabe, qui a éclaté à l'origine contre des régimes dictatoriaux, mais qui pourrait ouvrir la voie à l'extrémisme musulmans. «Mais dans le fond, ajoute le prélat, Mgr Raï est ciblé pour des raisons électorales. Tout ce qui se passe et pourrait se produire est directement lié à la loi électorale et à la dernière réunion des pôles maronites à Bkerké, au cours de laquelle la loi de 1960 a été enterrée. Cette réunion a montré à l'opinion publique chrétienne que le patriarche a chamboulé les règles du jeu et a sapé les intérêts de ceux qui appuient la loi de 1960.»